

Le binôme N-VA/CD & V aux commandes de la Flandre

La réplique flamande aux coalitions francophones ne s'est pas fait attendre: N-VA et CD & V concluent un accord de majorité à la Région. Et l'Open VLD regarde passer le train.

C'est la cascade. Une quinzaine d'heures à peine après avoir appris la décision du PS et du cdH de gouverner ensemble la Région wallonne et de s'adjoindre le FDF à Bruxelles, l'esquisse de la coalition flamande a été donnée vendredi après-midi. Sans réelle surprise, c'est la N-VA et le CD & V qui gouverneront ensemble la région flamande pour les cinq prochaines années.

La seule inconnue de l'équation résidait finalement dans la présence ou non de l'Open VLD à bord de cette équipe régionale. Bart De Wever maintenait le suspense tant que le jeu demeurerait ouvert au fédéral; clairement, la présence des libéraux flamands en région flamande dépendait de leur utilité à épauler la formation d'un gouvernement fédéral. À partir du moment où la formation du gouvernement fédéral s'apparente désormais à un chemin de croix, De Wever n'avait plus guère le choix que de retourner à son option initiale — à savoir rapidement mettre en place une coalition flamande.

L'arithmétique a fait le reste puisque les deux formations politiques N-VA (43 sièges) et CD & V (27 sièges) disposent d'une large majorité au Parlement flamand (70 sièges sur 124). Les libéraux flamands de Gwendolyn Rutten n'étaient donc absolument pas nécessaires pour former cette coalition. «Pourquoi donc devrait-on s'encombrer des libéraux?», se demande un responsable CD & V. L'Open VLD devait servir à appâter les libéraux francophones dans une formule au fédéral, mais les voilà donc cinq années de plus sur les bancs de l'opposition flamande. C'est évidemment un coup

de massue sur la tête de l'Open VLD — un parti qui voit ses électeurs se faire régulièrement siphonner par la N-VA avec qui il partage entre 90 et 95% du programme socio-économique. Autre donnée de ce binôme CD & V/N-VA: les socialistes flamands de Bruno Tobback et de Freya Vanden Bossche sont eux renvoyés sèchement dans l'opposition — rien d'étonnant pour un parti (18 sièges) qui va à contre-courant du programme de centre-droit que la nouvelle majorité veut rapidement mettre en place.

L'une des grosses inconnues des négociations à venir est évidemment le nom du futur ministre-président qui dirigera la Région flamande. La N-VA qui pèse beaucoup plus lourd que les démocrates-chrétiens flamands a évidemment tous les droits de réclamer la ministère-présidence. Plusieurs candidats sont déjà sur les rangs comme le ministre flamand de l'Intérieur Geert Bourgeois ou le bras droit de Bart De Wever, la présidente du CPAS d'Anvers Liesbeth Homans. Mais pour éviter d'avoir à trancher, De Wever — bien que cette hypothèse apparaisse tout de même culottée — pourrait tout simplement décider de laisser la ministère-présidence à l'actuel locataire de la place des Martyrs, Kris Peeters. Le CD & V jouit en effet d'une très bonne cote de popularité dans l'opinion publique flamande. A voir.

Avoir également si cette décision va avoir un impact sur... la formation du gouvernement bruxellois. L'Open VLD a, jeudi, déclaré qu'il bloquait la formation d'un exécutif bruxellois avec le FDF — ce blocage a été décidé en compagnie du CD & V. Reste que les libéraux flamands qui n'ont pas pu intégrer une majorité flamande, menacent désormais de retourner leur veste et de prendre comme partenaires le SPA et Groen! en région bruxelloise. Vous suivez? Cascade, on vous disait.

BUX